

Manifestation contre REDD, Mexique.



climat &
déboisement

© luka tomac/critical information collective

La gageure REDD

Il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés

octobre 2014 | **rapport**



**Les Amis
de la Terre
International**



Fruit du palmier à huile.

La gageure REDD

Il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés

octobre 2014 | rapport

Les Amis de la Terre International est le réseau écologiste de base le plus large du monde : il compte 73 organisations membres et plus de deux millions d'adhérents et de sympathisants.

Notre vision est celle d'un monde pacifique et durable, constitué par des sociétés qui vivent en harmonie avec la nature. Nous imaginons une société de personnes interdépendantes qui vivent dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, une société où la justice et les droits des personnes et des peuples seront une réalité. Cette société sera fondée sur la souveraineté et la participation des peuples. Elle sera ancrée dans la justice sociale, économique, environnementale, avec une vraie égalité entre les hommes et les femmes. Elle sera libre de toute forme de discrimination et d'exploitation, comme le néolibéralisme, la mondialisation au profit des entreprises, le néocolonialisme et le militarisme.

Les Amis de la Terre ont des organisations membres dans les pays et territoires suivants :

Afrique : Cameroun, Ghana, Libéria, Mali, Maurice, Mozambique, Nigeria, Sierra Leone, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda

Asie - Pacifique : Australie, Bangladesh, Indonésie, Japon, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Territoires Palestiniens, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Corée du Sud, Sri Lanka, Timor Oriental

Europe : Autriche, Belgique (Wallonie et Bruxelles), Belgique (Flandre), la Bosnie-Herzégovine (membre associé), Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Angleterre, Pays de Galles et d'Irlande du Nord, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ex-République yougoslave de), Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Ecosse, Slovaquie, Espagne, Suède, Suisse, Ukraine

Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Curaçao (Antilles), El Salvador, la Grenade (Antilles), Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Paraguay, Uruguay
Canada, Russie (membre associé) et aux États-Unis.

Téléchargeable sur : www.foei.org

Auteur : Ronnie Hall.

Équipe éditoriale : Isaac Rojas et Niccolo Sarno.

Maquette : our@onehemisphere.se, www.onehemisphere.se

© 2014 Friends of the Earth International, Amsterdam
Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International.



Cette publication a été produite avec le soutien de l'Union européenne. Néanmoins, son contenu n'engage que Les Amis de la Terre International, et l'Union européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des opinions qui y sont exprimées..

les amis de la terre
secrétariat international

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas
Tel: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181
info@foei.org
www.foei.org

Contenu

La gageure REDD

Il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés

octobre 2014 | rapport

Résumé	4
Introduction	6
Encadré 1 L'évolution du système redd	7
un La position des ati : pourquoi le système redd est une fausse solution	8
deux Quand la redd tourne mal : exemples tirés de la réalité	11
2.1 Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP), en Indonésie	12
2.2 Le Projet carbone de N'hambita, au Mozambique	13
2.3 L'application du système REDD+ au Pérou illustre des dilemmes fondamentaux	15
trois Options de rechange	16
Encadré 2 Pourquoi il serait avantageux de résoudre les problèmes fonciers et de promouvoir la gestion communautaire des forêts au Costa Rica	17
Encadré 3 Principes pour une gestion locale efficace des ressources naturelles en Indonésie	17
Conclusions	18

Résumé

Maintenant que plusieurs initiatives de préparation et de mise en œuvre de projets REDD sont en cours depuis quelque temps, nous pouvons voir – comme les Amis de la Terre International et d'autres mouvements et organisations de la société civile l'avaient prédit – que la REDD est une solution dangereuse et fautive du changement climatique, en théorie comme dans la pratique. Il existe à présent des exemples notables, tirés de la réalité, qui démontrent que les projets REDD peuvent faciliter, plutôt qu'éviter, l'utilisation constante de combustibles fossiles, exacerber les tensions concernant les droits sur la terre et les ressources, avoir des effets négatifs considérables sur les peuples indigènes et les communautés qui dépendent des forêts, menacer la sécurité alimentaire, et même mettre les forêts en péril. En plus, certains projets REDD s'étant heurtés à des difficultés financières, ils ont représenté un gaspillage considérable des deniers publics.

Dans ce bref rapport nous examinons trois cas en particulier, mais il existe de nombreux exemples de projets REDD qui ont 'mal tourné'. Nous avons fini par choisir le Projet pilote de N'hambita au Mozambique, le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP) en Indonésie, et la mise en œuvre de REDD+ au Pérou ; les trois mettent en lumière toute une série de questions et de problèmes que soulève le système.

Le projet N'hambita du Mozambique – cité par l'ONU comme projet modèle et financé en partie par l'UE – est un exemple clair de projet de carbone forestier et de REDD qui n'a pas réussi à atteindre la plupart de ses objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Il s'est heurté à de graves difficultés méthodologiques, dont l'absence de lignes de base et la comptabilité défaillante. La plupart des agriculteurs qui ont été signés un contrat pour planter des arbres ne savent pas qu'ils se sont engagés (ainsi que leurs descendants au cas où ils mourraient) à s'occuper de ces arbres pendant 100 ans, en dépit du fait que les paiements correspondants cesseront au bout de

sept ans. En fait, quand on les a interrogés à ce sujet beaucoup d'entre eux ont affirmé qu'ils pourraient abattre tous les arbres, sauf leurs arbres fruitiers, une fois les sept ans écoulés, et certains pensaient même que le bois était un des bénéfices prévus du projet. D'autre part, les familles ont eu de plus en plus de mal à se procurer suffisamment d'aliments, à cause du temps qu'elles passent à s'occuper des jeunes arbres. En plus de tout cela, le projet a été une catastrophe financière, les recettes escomptées en provenance des marchés du carbone n'ayant même pas couvert les frais de fonctionnement. Le fait que ce projet échoué ait reçu – grâce à une évaluation mal faite – le label 'triple gold' de l'Alliance Climat, Communauté et Biodiversité (CCBA) permet de voir aussi à quel point les systèmes de certification de ce genre peuvent être trompeurs.

Le KFCP, un autre projet de démonstration REDD+ très en vue, a manqué lui aussi d'atteindre la plupart de ses objectifs et son sponsor, le gouvernement australien, l'a mis discrètement en sommeil. Bien qu'il ait été conçu pour démontrer comment partager les bénéfices des projets REDD avec les communautés locales, le KFCP a été constamment accusé de ne pas consulter et engager les communautés, et d'ignorer les connaissances des Dayak sur la restauration des tourbières et le contrôle des incendies. Le projet a exacerbé aussi les conflits fonciers existants, et il y a eu de nombreux problèmes méthodologiques et techniques. Le déboisement et la prolifération des plantations de palmiers à huile dans la région restent inchangés. Le gouvernement australien n'a pas encore expliqué pour quelles raisons il a décidé d'interrompre brusquement la plupart des activités prévues.

La mise en œuvre de REDD+ au Pérou montre que le système peut être utilisé pour détourner l'attention des solutions authentiques du changement climatique et pour donner aux entreprises de bonnes références 'vertes'. Il montre aussi que la REDD peut être manipulée pour servir des objectifs de croissance économique.

De ces études de cas se dégage avec force l'existence d'un facteur commun : l'influence extraordinairement perturbatrice que les projets REDD+ peuvent avoir sur les peuples indigènes et les communautés locales, surtout si les gens n'ont pas donné leur consentement au projet en question ou n'ont pas participé à sa conception, ou s'il existe des incertitudes concernant la situation foncière. Nous avons constaté aussi que les projets REDD+ peuvent fouler aux pieds les connaissances locales et interférer avec la sécurité alimentaire des habitants.

D'autre part, REDD peut avoir des effets négatifs sur les communautés marginalisées des pays industrialisés. Par exemple, en augmentant la quantité de compensations disponibles pour l'industrie, l'actuel développement des liens entre le programme de plafond et échange (cap-and-trade) de Californie et les projets REDD de Chiapas (Mexique) et d'Acre (Brésil), risque de rendre plus



Des femmes manifestent contre Chevron, Californie.

facile à l'industrie californienne de continuer à polluer. Tel est le cas de la raffinerie polluante de Chevron à Richmond, en Californie, que cette société est en train d'agrandir pour qu'elle puisse traiter le pétrole lourd provenant de la fracturation hydraulique et des sables bitumineux. Chevron affirme qu'il n'y aura pas 'd'augmentation nette' des émissions polluantes, mais elle a concédé que les émissions supplémentaires seraient compensées grâce au système californien de *cap-and-trade*.

En outre la REDD n'est pas une source de financement appropriée, en particulier parce qu'elle est risquée et non viable. Et si on ajoute à l'équation les marchés du carbone, qui sont instables, le résultat est encore plus aléatoire car, si le prix du carbone s'effondre, le financement indispensable au projet partira en fumée.

Il faut donc se demander quelle est l'alternative. La réponse à cette question est la gestion communautaire des forêts, basée sur les connaissances traditionnelles coutumières et dirigée par les communautés. Il existe à présent de plus en plus de preuves que le soutien et le renforcement des capacités de gestion forestière des communautés sont une démarche faisable et efficace pour réduire le déboisement, plus efficace que celle des 'zones protégées', et qu'elle est conforme à de nombreux instruments, outils et politiques sur les droits de l'homme (comme la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes).

Un pas fondamental dans cette direction consiste à résoudre les problèmes fonciers existants. Comme on le voit au Costa Rica, les processus de gestion communautaire des forêts qui sont en cours de réalisation pourraient s'améliorer considérablement si la situation foncière des communautés concernant les forêts communales était éclaircie.

En plus, le besoin de s'attaquer aux véritables facteurs déterminants du déboisement doit se traduire par un effort réel de réduire la consommation excessive d'aliments, de bois et de métaux des pays riches et des élites (car cette surconsommation contribue considérablement au déboisement), et par la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays industrialisés.

Cette approche alternative a déjà été proposée, lors des pourparlers sur le changement climatique de la CCNUCC, par le gouvernement bolivien, à partir des conclusions de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la terre-mère tenue en 2010. Les germes du changement ont déjà été semés. À présent, il faut abandonner la REDD risquée et la remplacer par des approches communautaires dont on sait qu'elles sont efficaces, éthiques et équitables.



Guardes forestiers communautaires, El Salvador.

Introduction

La gageure REDD

Il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés

Les négociateurs gouvernementaux qui participent aux pourparlers de l'ONU sur le changement climatique sont en train de spéculer sur notre avenir collectif, en choisissant des 'mécanismes financiers innovants' comme REDD+ (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts), qui impliquent une plus forte marchandisation et financierisation de la nature, au lieu des démarches qui existent déjà et qui ont fait leurs preuves.

Cette stratégie à haut risque est appliquée pour favoriser les intérêts des grandes entreprises, dans le but de renforcer la finance privée, de réduire les frais pour le trésor public et de maintenir la croissance économique à court terme. Il s'agit d'une démarche périlleuse et courte de vues ; la solution du changement climatique ne peut pas passer après ces autres considérations.

En outre, le système ne fonctionne pas. Malgré les efforts que fait depuis vingt ans la communauté mondiale pour s'attaquer au changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter.¹ Un problème clé est que la dynamique économique actuelle, fondée sur la consommation excessive des ressources du monde, n'a pas été contestée : les émissions de gaz à effet de serre sont toujours plus grandes dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, du transport et de la construction.^{2,3} Plutôt que de s'y opposer, les 'solutions' que l'on propose propulsent cette dynamique économique, qui implique de transformer la nature en toujours plus de produits à vendre et à acheter. Cette tendance a été qualifiée de nouvelle version de 'l'enclosure des terres communales'.⁴

Dans la vogue des 'mécanismes financiers innovants' figurent les marchés du carbone pour lesquels ont pris fait et cause des gouvernements comme ceux de l'UE, les considérant comme un moyen rentable de résoudre le problème du changement climatique. Or, les marchés du carbone facilitent la surconsommation permanente dans les pays du Nord, en plus d'être peu fiables et de prêter le flanc aux fraudes.⁵ Le système d'échange de quotas d'émission de l'UE montre clairement à quel point cette approche peut être complexe, chaotique et inefficace.⁶

Le système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) est un mécanisme similaire, avec des failles similaires. Conçu au sein de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques (CCNUCC), il part de l'idée, attrayante en apparence, que les propriétaires de forêts tropicales devraient recevoir une compensation pour maintenir leurs forêts au lieu de les abattre (puisque le déboisement et la décomposition qui s'ensuit du

bois et de ses dérivés sont responsables d'un volume considérable des gaz à effet de serre qui causent le changement climatique).⁷ Or, le système REDD est truffé de problèmes, en théorie comme dans la pratique.

Les organisations membres des ATI, en particulier celles des pays du Sud, ont collaboré étroitement avec leurs alliés et avec les communautés qui s'opposent à la mise en œuvre de projets REDD dans leur territoire. Grâce à ce travail et aux renseignements obtenus, nous avons conclu que la REDD est vraiment capable de créer davantage de problèmes que de solutions.

Le plus monumental de tous est que, en faisant monter la valeur des forêts sur pied, la REDD aggrave les tensions existantes à propos de la possession de la terre et de l'accès aux ressources. Le système peut aussi entraver les tentatives actuelles de résoudre les conflits d'ordre foncier,⁸ puisqu'il offre aux gouvernements des incitations financières croissantes pour garder ou réaffirmer la propriété de l'État. En plus, la complexité et les difficultés techniques de la REDD détournent l'attention des débats cruciaux sur la propriété foncière qui étaient déjà en cours dans des pays comme le Costa Rica. Cette question est d'une importance fondamentale pour un milliard de personnes, dont 60 millions de membres des peuples indigènes, qui dépendent des forêts pour leurs moyens d'existence, leur alimentation et leurs médicaments. Des impacts de ce genre se sont déjà produits dans le monde quand on a essayé de démarquer des zones protégées afin de conserver la diversité biologique. Dans une évaluation du Programme de travail sur les zones protégées de la Convention sur la diversité biologique, l'UICN a trouvé que les droits des peuples indigènes et des communautés locales étaient traités de façons très diverses, et qu'il existait de nombreux exemples de pratiques injustes ou mauvaises. Elle a trouvé aussi que les zones protégées sont parfois utilisées pour manœuvrer dans des discussions plus générales sur des réclamations et des restitutions de terres.⁹

À l'autre extrême de l'échiquier, la REDD risque de fonctionner avec davantage d'efficacité pour les plus fortunés, comme les entreprises forestières, qui ont des terres ou des concessions au statut clair et qui sont directement responsables du déboisement. En fait, la version actuelle de la REDD, dénommée REDD+,¹⁰ a été conçue en pensant à ces parties prenantes. Celles-ci ont probablement une meilleure capacité de gestion, de participation et de négociation, qui les met en une position extrêmement avantageuse dans les complexes négociations et opérations REDD. Une étude qui examine le plan costaricien de 'Paiement pour services environnementaux', en place depuis longtemps, a trouvé

que les bénéficiaires de ces paiements sont souvent des exploitations agricoles relativement larges et des sociétés privées.¹¹

Une troisième faille fondamentale est que la REDD peut susciter des perturbations d'ordre culturel, même lorsque les projets sont développés en collaboration avec les peuples indigènes et les communautés locales, et conçus pour leur rapporter quelques recettes compensatoires. Les contraintes qu'imposent ces projets peuvent faire perdre aux communautés leurs connaissances sur les forêts et leurs liens avec elles, et les rendre plus dépendantes de l'argent pour acheter les biens et les services que la forêt leur fournissait auparavant. Cela veut dire aussi que, pour les communautés qui reçoivent un paiement, la conservation qu'elles pratiquaient par conviction devient une condition. Une conséquence pratique de cette 'mentalité REDD' est que, si le financement est supprimé par la suite et les propriétaires des forêts ne sont plus payés pour conserver les arbres, ils peuvent décider de les abattre pour gagner de l'argent. Nous avons vu des cas de ce genre dans des communautés de Colombie, du Costa Rica, du Mexique et du Brésil¹², et la situation est la même dans le cas du projet de N'hambita.

Le fait que la REDD traite les forêts comme des 'stocks de carbone' et rien d'autre est aussi un problème. Du moment qu'il s'agit d'une marchandise à commercialiser en Bourse et sur les marchés, la 'meilleure' forêt sera celle qui stocke le plus de carbone. Or, les forêts sont parmi les écosystèmes les plus riches en diversité de la planète, et les communautés locales et les peuples autochtones y ont joué un rôle important, aussi bien dans la définition des paysages que dans la conservation et l'amélioration de la biodiversité. Néanmoins, cela n'a pas été pris en compte au moment de concevoir le système REDD.



La pollution peut continuer dans les pays industrialisés s'ils la 'compensent' par des projets de carbone forestier et autres.

ENCADRÉ 1: L'évolution du système REDD¹³

Le système REDD a été inclus dans le programme du changement climatique en 2007, lors de la CdP 13 de la CCNUCC tenue à Bali.¹⁴ Depuis, le processus a avancé dans les pourparlers de la CCNUCC, par la création de mécanismes internationaux (comme le soutien de la Norvège pour le Fonds Amazonie du Brésil¹⁵) et par d'autres moyens (comme le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts¹⁶).

Parmi les développements additionnels figurent les projets de 'carbone bleu', qui consistent à appliquer une démarche de style REDD aux écosystèmes côtiers, comme les mangroves.¹⁷ On discute aussi d'une version de 'REDD appliqué au paysage', où les forêts et l'agriculture se retrouvent sous la même bannière.¹⁸ De même, le Fonds vert pour le climat de la CCNUCC, relativement nouveau, vise à soutenir les approches nationales et le 'développement à faible taux d'émissions et résistant au climat'.¹⁹ Or, le fait d'accroître la portée d'un mécanisme qui comporte des failles si fondamentales multiplie les possibilités qu'il ait des effets négatifs sur les gens et l'environnement.

Malheureusement, les 'sauvegardes' discutées et approuvées à Cancún en 2010 risquent d'avoir peu d'effet, parce qu'elles sont faibles et non obligatoires.²⁰ Le débat actuel sur les sauvegardes qui a lieu au sein de la Banque mondiale (qui a beaucoup fait pour introduire la REDD par l'intermédiaire de son Fonds de partenariat pour le carbone forestier) est très préoccupant, car il semble faire marche arrière sur les sauvegardes préalablement convenues. Par exemple, un texte de 2014 incluait une clause qui permettrait aux gouvernements de 'choisir' de ne pas appliquer les sauvegardes destinées à protéger les peuples indigènes des impacts découlant des prêts de la Banque.²¹

un La position des ATI : pourquoi le système redd est une fausse solution

La position des ATI : pourquoi le système REDD est une fausse solution

Les Amis de la Terre International s'opposent au système REDD. Cette position a été développée après de longues et fructueuses discussions entre nos membres, et elle est fondée sur notre travail avec les communautés locales et les peuples autochtones, sur notre collaboration avec les organisations de la société civile et les mouvements sociaux qui sont nos alliés, comme La Vía Campesina et le Mouvement mondial pour les forêts tropicales, et sur notre suivi du développement des négociations intergouvernementales sur le changement climatique. Neuf points nous inquiètent particulièrement :

1. Associé à la compensation de carbone, le système REDD ne peut pas aboutir à une réduction permanente des émissions

Pour atténuer le changement climatique, il est absolument indispensable de faire la distinction entre le cycle géologique du carbone à long terme, où les combustibles fossiles restent enfermés dans le sous-sol pendant des millénaires, et le cycle du carbone superficiel temporaire, où le carbone est stocké dans les arbres, dans les autres plantes et dans le sol pendant des périodes relativement courtes. Si les crédits des projets REDD sont utilisés comme compensations du carbone et permettent ainsi que les émissions découlant des combustibles fossiles continuent à un autre endroit, cette distinction disparaît. Comme la Commission européenne l'a elle-même remarqué, « les projets de [changement d'affectation des sols et de sylviculture] n'ont pas la capacité physique de produire des réductions permanentes des émissions ».²²

2. Les problèmes méthodologiques existants font que des projets REDD ou de compensation de carbone qui ne réussissent pas à réduire les émissions puissent être utilisés quand même pour excuser le maintien des émissions ailleurs

Malgré les progrès de la technologie satellite, de nombreux problèmes méthodologiques se posent encore au moment de quantifier les émissions évitées grâce aux projets REDD. C'est ce qui arrive quand il s'agit d'identifier et d'accepter les lignes de base ou les niveaux de référence indispensables au mesurage. On retrouve un exemple notable de ce problème dans le cas du projet N'hambita du Mozambique.

Le fait de permettre que des crédits REDD soient achetés comme compensations de carbone peut aussi avoir des effets négatifs sur les communautés marginalisées des pays industrialisés. Par exemple, en augmentant la quantité de compensations disponibles pour les émetteurs industriels de Californie, le développement actuel de liens entre le programme cap-and-trade de Californie et les projets REDD au Chiapas, Mexique, et en Acre, Brésil, risque de rendre plus facile aux industries californiennes de continuer à polluer.²³ Un exemple clair en est la raffinerie polluante de Chevron à Richmond, Californie, que cette société est en train d'agrandir pour qu'elle puisse traiter le pétrole lourd provenant de la fracturation hydraulique et des sables bitumineux.^{24, 25} Chevron, qui est déjà le plus grand émetteur industriel de gaz à effet de serre,²⁶ affirme qu'il n'y aura pas d'augmentation 'nette' des émissions polluantes parce que les émissions additionnelles seront compensées grâce au système d'échange et plafonnement californien.²⁷

3. Le système REDD étant conçu pour être 'favorable au marché', il ne répond pas au besoin de réduire la demande et la surconsommation de vivres, de bois et de produits miniers extraits des forêts ou cultivés à leur place

La REDD ignore les causes profondes du déboisement, dont la surconsommation pratiquée par les élites fortunées et les efforts des gouvernements pour faire en sorte que leurs économies soient compétitives sur les marchés mondiaux. L'approche néolibérale continue de pousser à la production d'un maximum de biens avec un minimum de frais. Les gouvernements sont favorables au système REDD justement parce qu'il ne met pas en danger la demande de vivres, de bois et d'autres produits qui entraînent le déboisement. Le cas du Pérou montre que les aspirations économiques d'un pays continuent d'être prioritaires. Les projets REDD péruviens sont conçus surtout pour promouvoir la sylviculture et l'agriculture 'positive en carbone' (voir l'étude de cas pour en savoir plus).



Une forêt en danger.

Que le système REDD soit adopté au niveau d'un projet ou à l'échelon national, le problème des 'fuites' (des activités de déboisement ayant lieu ailleurs) reste entier.²⁸

En outre, au cas où la REDD serait mise en œuvre sur de grandes étendues, elle ferait diminuer les forêts, les terres cultivables et les gisements miniers. Or, si la réduction de la production et de la surconsommation que pratiquent les élites fortunées est un objectif désirable, la simple réduction de l'offre sans réduction de la demande pourrait avoir des conséquences très peu souhaitables. Par exemple, les prix des matières premières pourrait augmenter sur les marchés mondiaux, ce qui augmenterait à son tour les 'coûts d'opportunité' que le financement REDD est censé compenser. Cela pourrait pousser certains pays à accroître leur production agricole ou minière, au détriment des forêts. De même, la valeur de la terre et des ressources augmenterait et, avec elle, l'accaparement de terres. Le prix des aliments et des produits augmenterait pour tout le monde, y compris pour les communautés pauvres.

4. Les projets REDD sont risqués par nature, pour les peuples et les communautés mais aussi pour les investisseurs

Le système REDD n'est pas une source de financement appropriée pour la conservation des forêts, en particulier parce qu'il est risqué et non viable. Et si on ajoute à l'équation les marchés du carbone, qui sont instables, le résultat est encore plus aléatoire car, si le prix du carbone s'effondre, le financement indispensable au projet peut disparaître à l'improviste.²⁹ Si la REDD était liée aux marchés du carbone, l'avenir des forêts du monde et de leurs habitants serait soumis au prix du carbone et aux vicissitudes du secteur financier. La transformation de la réduction des émissions des forêts en un produit abstrait expose les communautés locales aux structures de pouvoir commerciales du monde et à une plus forte concurrence pour les terres et les ressources en carbone des forêts.

En plus, les projets REDD sont eux-mêmes risqués par nature pour tous ceux qui y participent, surtout parce que les forêts sont vulnérables aux phénomènes météorologiques, aux incendies et à l'exploitation illégale. Ils peuvent être aussi très risqués pour les communautés et les peuples. Pour les communautés locales, les 'paiements sur résultats' rendent les revenus incertains et imprévisibles, et l'argent qu'elles pourraient recevoir est conditionné à des facteurs qui échappent à leur contrôle. Ces risques sont évidents dans le cas du projet N'hambita du Mozambique.

De façon générale, l'adoption de 'solutions' si risquées compromet les efforts d'atténuation du changement climatique. Le temps presse, et on n'a pas le temps de 'mettre à l'essai' des solutions diverses. Le Groupe intergouvernemental sur le changement climatique a prévenu récemment que les pays doivent parvenir à un accord mondial sur le climat presque sans délai, et y participer pleinement, pour maintenir le changement climatique dans des limites plus sûres.³⁰

5. La REDD est chère et peut inciter à déboiser

Les gouvernements ont bien accueilli le système REDD parce que celui-ci est considéré comme relativement bon marché. Or, la 'courbe de coût de McKinsey', qui est censée le démontrer, est profondément erronée. Par exemple, elle ignore la complexité et le coût que comporte de résoudre le problème des causes profondes du déboisement, et elle ne tient pas compte d'importants coûts d'ordre technique, juridique, social et environnemental.³¹

En plus, le système REDD encourage les gouvernements à maintenir ou, du moins, à prévoir un déboisement considérable pour augmenter la probabilité d'en être récompensés.³² Le cabinet McKinsey a encouragé les gouvernements à ce faire.³³

En raison des frais administratifs élevés que comportent les projets REDD, le marché REDD va privilégier les acheteurs fortunés et les intermédiaires, plutôt que les communautés forestières qui prennent une décision fondamentale concernant les ressources dont elles dépendent.

6. Le système REDD aggrave la faible application des lois, la corruption et les conflits fonciers

Le faible contrôle de l'industrie forestière, l'application insuffisante des lois et le manque de clarté du régime foncier sont, dans beaucoup de pays en développement, des facteurs de déboisement. Les projets de carbone forestier aggravent ces problèmes,³⁴ qu'ils soient financés par le secteur privé ou par le trésor public, surtout parce qu'ils peuvent aggraver les conflits déjà existants concernant la terre et les ressources, en particulier lorsque les gouvernements octroient des droits qui entrent en conflit avec les droits fonciers des peuples indigènes et forestiers. Parmi les exemples figurent la mise en œuvre de la REDD au Cameroun³⁵ et le projet de partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan en Indonésie. De même, dans des pays comme le Pérou³⁶ et le Brésil³⁷, des petits propriétaires et des communautés locales auraient été menacés et criminalisés.

La complexité du système REDD et des marchés du carbone crée déjà des conditions idéales pour la fraude et la corruption, aux plans national et international, en particulier là où la législation est faiblement appliquée.³⁸ En Colombie, par exemple, le gouvernement a essayé d'éviter que les 'cowboys du carbone' persuadent les communautés de renoncer à la gestion de leurs territoires, pour pouvoir récolter à leur place les revenus du carbone.³⁹ Comme l'a signalé l'Interpol, « L'alarme est en train de sonner. Impossible de surveiller quelque chose d'aussi vaste. Le potentiel de criminalité est énorme et n'a pas été pris en compte par les gens qui l'ont mis en place ».⁴⁰

un La position des ATI : pourquoi le système redd est une fausse solution suite

7. Les projets REDD risquent d'ignorer les aspects culturels et sociaux des rapports des peuples indigènes et des communautés locales avec les forêts

Il se peut que la mise en œuvre du système REDD ne prenne pas en compte certains effets importants qu'il risque d'avoir sur la culture et la société, et les communautés locales et les peuples indigènes pourraient considérer que leur droit au consentement préalable, libre et informé a été ignoré. Au Costa Rica, par exemple, il a été prévu d'appliquer la REDD dans les sites sacrés des BriBri.⁴¹ Au Pérou, les communautés de la zone du projet du BioCorredor Martín Sagrado n'ont été consultées qu'une fois le projet approuvé, c'est-à-dire qu'on ne leur a pas demandé leur consentement (voir plus loin l'étude de cas correspondante). Les Kuna du Panama ont décidé de prévenir les problèmes de ce genre en rejetant tout projet REDD dans leurs Comarcas indigènes.⁴²

8. Le système REDD ne fait pas de distinction entre les forêts riches en diversité et les plantations en régime de monoculture

Tant que la CCNUCC ne fera pas de distinction entre les forêts riches en diversité et les plantations industrielles presque

dépourvues de vie, il sera difficile de voir comment les sauvegardes qui sont censées éviter la transformation des forêts naturelles dans le cadre d'un projet REDD pourront être appliquées dans la pratique. D'autre part, la CCNUCC n'a adopté aucune définition de la 'dégradation des forêts'.⁴³

9. Le système REDD détourne l'attention de la dette climatique des pays industrialisés

Le système REDD est à l'heure actuelle le point le plus important des pourparlers de l'ONU sur le changement climatique, qui se centrent maintenant sur un 'accord universel' concernant les mesures à prendre par les pays développés et en développement. Cette réorientation a détourné l'attention de la responsabilité qui revient aux pays industrialisés dans le dérèglement du climat, et sur les engagements qu'ils avaient pris dans le Protocole de Kyoto à réduire les émissions et à soutenir l'atténuation et l'adaptation dans les autres pays. Ainsi, la question fondamentale de la dette climatique est éludée, et la responsabilité de prendre des mesures est de plus en plus transférée aux pays en développement.



Plantation de palmiers africains, Mexique.

deux Quand la REDD tourne mal : exemples tirés de la réalité

Quand la REDD tourne mal : exemples tirés de la réalité

L'étude de cas présentée ci-dessous et les nombreux autres exemples cités montrent que plusieurs projets et politiques REDD ne sont pas en train de produire, ou risquent de ne pas produire, en tout ou en partie, les résultats escomptés par leurs gestionnaires ou par les peuples indigènes et les communautés locales.

En particulier, quelques peuples indigènes et communautés locales des pays du Sud découvrent maintenant qu'ils ne peuvent pas exercer tous leurs droits territoriaux lorsqu'un projet REDD est mis en œuvre. En premier lieu, il existe parfois des difficultés concernant la transparence, les gouvernements étant peu disposés à faire participer pleinement la société civile et surtout les organisations qui s'opposent au système REDD. Nous en avons vu beaucoup d'exemples, au Cameroun,⁴⁴ au Costa Rica⁴⁵ et au Mozambique.⁴⁶

En outre, certains projets REDD criminalisent les communautés locales et les peuples autochtones, et imposent des punitions et des sanctions à ceux qui continuent à appliquer les méthodes locales d'aménagement des forêts, comme la rotation des cultures pour la consommation locale, la récolte de produits non ligneux ou les pratiques spirituelles. En Acre, au Brésil, le projet Purus limite et surveille les activités des populations immigrées, et 'permettent' aux gens de continuer à vivre dans une zone où ils habitent en fait depuis des décennies.⁴⁷ Dans le nord du Pérou, des membres de la communauté ont été accusés de pratiquer l'agriculture itinérante dans la zone de conservation régionale de Cerro Escalera.⁴⁸ Dans la Mata Atlántica du Brésil, la population locale a subi des menaces et des détentions.⁴⁹

Dans certains cas, les projets REDD condamnent les communautés locales et les peuples indigènes à dépendre de ressources économiques de remplacement potentiellement insuffisantes. C'est exactement le cas du projet N'hambita du Mozambique (voir plus loin), et les AT Mexique signalent aussi que le projet REDD du Chiapas ne produira pas assez d'argent pour conjurer la pauvreté.⁵⁰



La mise en œuvre du système REDD dans la péninsule de Kampar, Indonésie, est sponsorisée par APRIL, la deuxième manufacture de pâte à papier d'Asie.

deux Quand la REDD tourne mal : exemples tirés de la réalité

suite

2.1 Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP), en Indonésie

Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP) fut lancé en Indonésie en 2007 comme un projet REDD 'de démonstration'. L'objectif était de montrer comment parvenir à réduire les émissions de carbone en les stockant dans les tourbières, et comment partager avec les communautés locales, de manière efficace et équitable, les bénéfices dérivés des projets REDD. Le Partenariat devait aussi donner à l'Indonésie une 'participation significative' aux futurs marchés internationaux du carbone.⁵¹ Or, en juillet 2013 le gouvernement australien décida de ne pas poursuivre le projet, alors qu'il était évident qu'il était encore loin d'avoir atteint ses objectifs.^{52, 53}

Le KFCP prévoyait de ré-inonder 200 000 ha de tourbières. La tourbe stocke énormément de carbone, mais elle avait été drainée pour un projet de rizière qui avait finalement échoué. Le KFCP était censé aussi protéger 70 000 ha de forêts de tourbière, et planter cent millions de jeunes arbres. Il avait été affirmé que, sur une période de 30 années, le projet aboutirait à réduire les gaz à effet de serre de 700 millions de tonnes.⁵⁴

Pourtant, le projet se heurta bientôt à des problèmes. En particulier, il donna lieu à des confusions et des conflits considérables entre les communautés qui étaient censées en être au centre.⁵⁵ Il était sans cesse accusé de ne pas les consulter, de ne pas respecter leurs droits coutumiers et de ne pas reconnaître et intégrer les connaissances des Dayak en matière de réhabilitation des tourbières et de contrôle des incendies.^{56, 57} Or, le respect des droits coutumiers est fondamental en Indonésie. Les forêts indonésiennes sont habitées par 50 à 80 millions de personnes dont beaucoup sont des propriétaires coutumiers des terres. La validité de ces droits fonciers de par la constitution a été récemment établie dans un procès, mais le gouvernement indonésien n'a pas encore donné suite à cette décision.⁵⁸

« Le KFCP est une occasion manquée de donner aux communautés locales le pouvoir de développer leurs méthodes de subsistance durables et de s'attaquer aux facteurs déterminants du changement d'affectation des sols au Kalimantan. »⁶³

Deddy Ratih, AT Indonésie/WALHI

Les problèmes méthodologiques et techniques étaient également nombreux.⁵⁹ En plus, il paraît que le plan de ré-inonder les tourbières en bouchant les canaux de drainage n'a jamais été mis en œuvre. Aucun canal important ne fut bloqué, et seuls le furent 15 des 101 petits canaux traditionnels. C'était peut-être une bonne chose : certains avaient reproché à cette initiative d'ignorer les effets potentiels de l'utilisation de machines lourdes, de ne pas considérer que le manque de matériaux pour remplir les canaux pouvait aboutir à extraire et déplacer encore plus de tourbe, et de ne pas profiter des connaissances locales sur la méthode traditionnelle d'endiguement (*tabat*). Le gouvernement australien identifia d'autres problèmes pendant le déroulement du projet, concernant l'échelle, la capacité et le paiement, mais les raisons exactes pour lesquelles il mit fin au projet n'ont jamais été spécifiées.

Il y a eu aussi un déboisement et une expansion continue des plantations de palmiers à huile dans la zone du projet, des problèmes fonciers complexes, des plaintes quant à la consultation insuffisante de la communauté et au fait que les connaissances locales ont été ignorées, et des critiques sévères dans le parlement et la presse d'Australie.⁶⁰ Des accusations de corruption, de réalisation de bénéfices excessifs et d'intimidation des membres de la communauté locale ont également été formulées.⁶¹

Les organisations des AT d'Indonésie et d'Australie et les AT International ont écrit au gouvernement australien pour lui demander de faire une évaluation⁹ ouverte du projet échoué, en se centrant sur ses implications pour le 'modèle REDD basé sur l'incitation' et sur l'utilisation du système REDD comme une forme de compensation d'émissions.⁶² Il est fondamental de comprendre ce qui a mal tourné dans le projet KFCP ; cela permettrait d'en tirer d'importants enseignements pour d'autres projets REDD en Indonésie et dans le monde entier.



Incendies et déboisement dans le site du projet REDD KFCP, Indonésie.

2.2 Le Projet carbone de N'hambita, au Mozambique

Un projet pilote carbone/REDD mis en œuvre dans la région mozambicaine de Sofala a eu une histoire pleine de difficultés, en ce qui concerne aussi bien sa viabilité financière que ses impacts sur les communautés locales et la souveraineté alimentaire. Pour ces raisons, il représente une leçon importante pour la communauté internationale.

Créé au départ, en 2002, comme le Projet communautaire de carbone de N'hambita (et faisant partie maintenant du Projet communautaire de carbone de Sofala), il est adjacent au parc national de Gorongosa. Une guerre civile dévastatrice et de longue durée et des projets de développement de grande envergure ont provoqué une forte migration intérieure et d'intenses pressions sur les ressources naturelles du Mozambique. Les objectifs du projet étaient de conserver la forêt de la communauté, d'introduire l'agrosylviculture et d'autres méthodes agricoles nouvelles pour augmenter les rendements, et de créer des entreprises communautaires. Il visait aussi à démontrer l'efficacité des projets d'échange du carbone forestier, et de montrer comment les concevoir et les mettre en œuvre.⁶⁴

La population locale fut engagée pour planter des arbres sur sa terre et en prendre soin, et elle fut chargée aussi de protéger et de surveiller une superficie de 10 000 ha.⁶⁵ La société gestionnaire du projet, Envirotrade, espérait générer des bénéfices bien supérieurs aux frais de fonctionnement du projet et au paiement des agriculteurs et des communautés, en vendant sur les marchés volontaires du carbone les crédits dérivés de l'agrosylviculture.

Néanmoins, une évaluation faite par La Vía Campesina⁶⁶ a trouvé que le projet était devenu de plus en plus impopulaire. Elle a découvert aussi que les contrats que les agriculteurs avaient signés pour planter des arbres les obligeaient, eux et leurs enfants, à entretenir les arbres pendant des périodes de jusqu'à 99 ans, alors que tous les paiements seraient faits au cours des sept premières années (soi-disant parce qu'ils deviendraient négligeables sur une période de 100 ans). Apparemment, les gestionnaires du projet avaient supposé que les bénéfices des arbres porteraient les agriculteurs à les maintenir malgré cela. Or, il apparaît que ce serait ainsi seulement dans le cas des arbres fruitiers.

En fait, il est devenu évident que bien des agriculteurs illettrés ne savaient pas qu'ils s'étaient engagés à quoi que ce soit au-delà des sept premières années, et que certains espéraient signer de nouveaux contrats à la fin de cette période.⁶⁷ Beaucoup ont signalé qu'ils pourraient abattre les arbres pour les utiliser ou les vendre comme bois d'œuvre ou pour faire du charbon ; ils considéraient le bois lui-même comme un bénéfice du projet.⁶⁸

En examinant le contrat d'un agriculteur, La Vía Campesina a trouvé que ce dernier recevrait 128 USD en sept ans pour planter des arbres sur une étendue de 0,22 ha. À ce prix, l'agriculteur aurait besoin de disposer d'une superficie bien plus grande et de planter beaucoup plus d'arbres pour atténuer sa pauvreté.⁶⁹

En outre, les agriculteurs sont payés à condition que 85 % des arbres survivent. Cette obligation s'est avérée difficile à remplir, de sorte que les revenus de certains agriculteurs ont été inférieurs. Il semble aussi que quelques-uns n'aient pas été payés pendant trois ou quatre ans. Leur situation, déjà difficile, s'est donc considérablement aggravée, d'autant plus que beaucoup d'entre eux ont arrêté de cultiver la terre pour s'occuper des arbres ; de ce fait, l'obtention d'aliments est devenue beaucoup plus difficile. Il semble aussi qu'il y ait eu des retards dans les paiements, sans doute en raison des difficultés financières rencontrées par le projet. Ceci a été une grande source de conflits entre Envirotrade et de nombreux agriculteurs,⁷⁰ en dépit du fait que les agriculteurs disent que les projets leur ont rapporté quelques bénéfices (les arbres fruitiers, quelques recettes, des centres médicaux et le transport en cas de maladie). En plus, on a remarqué que les plus avantagés étaient les membres les plus fortunés des communautés.⁷¹

N'hambita montre aussi à quel point il est risqué de compter sur la 'compensation de carbone' pour obtenir du financement. Le projet était financé en partie par la Commission européenne, qui a mis environ 2,2 millions USD pour le faire démarrer. Les rapports financiers d'Envirotrade montrent que 1,3 million USD provenaient des ventes de carbone de Plan Vivo,⁷² et qu'Envirotrade y avait investi 2,1 millions USD.⁷³ Apparemment, Envirotrade s'attendait à récupérer son investissement en retenant un tiers des bénéfices de la vente de crédits carbone (les deux autres tiers allant respectivement à la gestion du projet et aux communautés).⁷⁴ Par la suite, le prix du carbone s'est effondré et le projet aurait eu de ce fait des difficultés financières et sans recettes suffisantes pour couvrir au moins les frais de fonctionnement.^{75, 76} L'actionnaire d'Envirotrade, Robin Birley, aurait pris à sa charge près de 58 % de ces frais.⁷⁷

deux Quand la REDD tourne mal : exemples tirés de la réalité

suite

À un moment donné, la Commission européenne a menacé de supprimer son financement du projet à cause de problèmes dans la comptabilité du carbone.⁷⁸ Ces problèmes auraient été résolus par la suite à la satisfaction de la CE, et le projet a pu obtenir le classement 'triple gold' de l'Alliance climat, communauté et biodiversité (CCBA). Cependant, le contraste est frappant entre ceci et un rapport de 2013 de FERN et des Amis de la Terre France, qui analyse en profondeur tout le projet et examine dans tous ses détails l'évaluation de la CCBA. Le rapport conclut que l'évaluation manque absolument de rigueur, que beaucoup de défauts du projet n'y figurent pas, et que les vagues promesses du directeur du projet ont été acceptées.⁷⁹

Le rapport signale aussi un aspect très grave : Envirotrade ne peut pas calculer les émissions évitées parce que la méthodologie du projet comporte par nature des problèmes persistants à ce sujet : n'ayant pas établi les lignes de base

quant au volume de carbone qui était stocké dans les forêts communautaires concernées par le projet, il est impossible de vérifier les économies de carbone déclarées. En outre, le projet semble n'avoir pas tenu compte des divers facteurs déterminants du déboisement de la région, et n'avoir pas considéré le problème des 'fuites'. Le rapport de FERN/AT France conclut que le projet « n'a pas réussi à remplir la plupart de ses objectifs en matière de changement climatique, de développement, de finances et d'apprentissage ».⁸⁰

Le projet N'hambita dirigé par Envirotrade va progressivement disparaître, sa gestion directe ayant été prévue pour une période limitée de 15 ans.⁸¹ En plus des problèmes avec les contrats des agriculteurs et la production d'aliments, il paraît que les initiatives sociales mises en œuvre aient du mal à survivre ou n'existent déjà plus.⁸²

Un leader d'une communauté locale a dit :

« La dénomination N'hambita a fait le tour du monde. Mais qu'est-ce qu'il y a à voir ici ? Qu'est-ce que nous avons obtenu ? Pas grand-chose. Les familles qui possédaient déjà de nombreuses machambas se sont enrichies mais, pour le reste de la population, les bienfaits sont minimes, Certains n'entretiennent même plus les arbres. Le paiement est trop faible. »⁸³



Le paiement pour services écologiques ferme l'accès à la forêt.

2.3 L'application du système REDD+ au Pérou illustre des dilemmes fondamentaux

L'application du système REDD+ au Pérou montre à quel point il peut servir à distraire l'attention des solutions authentiques du changement climatique et à donner aux entreprises des références 'écologiques'. Elle permet aussi de voir que la REDD peut être manipulée pour servir des objectifs économiques.

À titre d'exemple, le projet BioCorredor Martín Sagrado, dans la région de San Martín, a été mis en place dans le but de vendre des crédits carbone forestiers à une entreprise française, par l'intermédiaire de l'organisation française PurProjet. Celle-ci se vante de la qualité de ses projets et de son travail en collaboration avec les organisations de producteurs locaux, mais elle ne peut cependant pas contourner le fait que la REDD+ a des défauts intrinsèques.⁸⁴

Par exemple, PurProjet reconnaît que les marchés du carbone sont inefficaces, mais affirme quand même que, puisqu'ils existent, il vaut mieux créer de bons projets qui tirent profit du financement du carbone.⁸⁵ Or, cette démarche est très courte de vues. La compensation de carbone et les projets REDD associés permettent aux pays industrialisés de ne pas prendre chez eux des mesures réelles contre les changements climatiques, et la population péruvienne sera fortement touchée quand ces changements la frapperont.

Cela est dû au fait que les glaciers des Andes rétrécissent rapidement à mesure que la température change, et que les petits glaciers situés plus bas risquent de disparaître en quelques décennies seulement.⁸⁶ Cela aura de fortes répercussions sur la disponibilité d'eau pour beaucoup d'habitants des pays andins,⁸⁷ et surtout au Pérou où se trouvent 71 % des glaciers tropicaux du monde. La production d'aliments et les écosystèmes dont dépendent les gens seront touchés à leur tour.⁸⁸ Autrement dit, on est en train d'engager la population locale dans des projets qui, à long terme, vont nuire à ses intérêts.

En outre, quand on a interrogé les membres de la communauté il est devenu évident que ceux qui avaient été consultés à propos du projet ne connaissaient pas vraiment le système REDD ni les marchés du carbone, de sorte qu'ils sont en train de s'embarquer dans un projet sans vraiment comprendre tout ce qu'il implique.⁸⁹ Ajoutons à cela que, bien que les organisations de producteurs locaux aient participé à la création du projet, la consultation directe des communautés locales a été fragmentaire et elle a eu lieu *après* l'approbation du projet, de sorte qu'elles ne pouvaient plus refuser leur consentement.⁹⁰

D'autre part, PurProjet aide les entreprises françaises à donner d'elles-mêmes une image écologiste, alors qu'elles peuvent être tout le contraire. Par exemple, un de ses partenaires est la société de construction Vinci Concessions. Vinci elle est censée

construire en France, près de Nantes, l'aéroport du Grand Ouest, auquel s'opposent avec force de nombreuses communautés locales. D'autres partenaires de PurProjet sont Vittel, producteur d'eau en bouteille, et la transnationale de l'énergie GDF Suez.⁹¹

Les politiques économiques du Pérou sont tout à fait opposées à l'objectif de conserver les forêts du pays. Ces politiques visent une expansion économique rapide, et le taux de déboisement du pays, qui était faible, serait en train d'augmenter. Les concessions pétrolières et gazières couvrent plus de 70 % de l'Amazonie péruvienne et se superposent à des territoires indigènes et des zones protégées ; en plus, le Pérou est en train de construire 70 barrages hydroélectriques pour assurer sa compétitivité dans le secteur minier et d'autres.⁹²

Néanmoins, le Pérou s'efforce de faire en sorte que, dans la documentation concernant la préparation au système REDD, ce soit l'agriculture itinérante qui porte le blâme du déboisement du pays. Il reçoit des fonds REDD pour la 'gestion durable des forêts', qui va encourager l'exploitation forestière, et pour l'agriculture positive en carbone, qui peut inclure les plantations de palmiers à huile.⁹³ Dans sa demande au Fonds de partenariat pour le carbone forestier, il est précisé que « l'augmentation de la productivité et de la compétitivité agricoles et forestières » est un moyen considérable de réduire les émissions.⁹⁴

En plus, le code forestier péruvien permet l'utilisation de la terre dans les forêts et les zones protégées, mais non la propriété. Cela a donné lieu à l'interprétation que la conservation des forêts est un obstacle aux droits des peuples indigènes. Elle l'est aussi de façon directe, puisque les peuples indigènes en sont empêchés de continuer à entretenir et gérer les forêts et de tenir à l'écart le développement industriel, alors que leur intervention est de plus en plus reconnue comme un moyen très efficace de conserver les forêts.⁹⁵



Des nénuphars amazoniens.

trois Options de rechange

Options de rechange

Il existe d'autres options plus efficaces et plus équitables que le système REDD pour réduire le déboisement et la dégradation des forêts. Les gouvernements doivent s'efforcer de développer une combinaison de ces stratégies pour s'attaquer directement aux véritables causes profondes du déboisement et de la dégradation des forêts, et soutenir les initiatives de gestion forestière des peuples autochtones et des communautés locales, qui se sont déjà avérées plus réussies que les 'zones protégées'.

Premièrement, il faut s'engager fermement à réduire la demande d'aliments, de bois, de produits miniers et de combustibles dans les pays riches, pour contribuer à ce que le monde fasse la transition vers des économies à émissions faibles et gaspillage zéro, à partir d'une diminution de la consommation.

Cela comportera aussi des efforts concertés pour résoudre les questions de la pauvreté et de l'inégalité dans les communautés qui se sont retrouvées appauvries, souvent à cause de l'expansion du même modèle économique industriel axé sur l'exportation, qui est en train de fomenter l'accaparement foncier pour libérer des terres pour la production. Bien entendu, ces tâches ne sont pas faciles mais elles sont absolument essentielles si l'on veut vraiment éviter le déboisement. Le système REDD, même 'à l'échelle du paysage', ne pourra pas le faire car, à moins que la demande de produits ne diminue, le déboisement ne fera que se déplacer.

Deuxièmement, les gouvernements devraient se détourner du système si risqué, et soutenir en priorité la gestion communautaire des forêts pratiquée par les peuples autochtones et les communautés locales.

Les études de cas présentées dans leurs grandes lignes dans ce rapport montrent qu'en plus des problèmes d'ordre éthique et méthodologique et des risques que comportent les projets REDD, ceux-ci peuvent désavantager et perturber gravement les communautés, et mettre en péril leur sécurité alimentaire. Nous pouvons voir de même que certains projets REDD sont devenus des échecs financiers.

Une approche bien plus efficace et équitable consisterait à soutenir en priorité les communautés locales et les peuples autochtones, pour renforcer leur capacité déjà démontrée de préserver et de gérer leurs forêts et leurs territoires suivant leurs méthodes traditionnelles.⁹⁶ On dispose à présent d'un faisceau de preuves toujours plus important, qui montre qu'il y a là une façon faisable et d'un bon rapport coût-efficacité pour réduire le déboisement tout en respectant les nombreux instruments et politiques sur les droits de l'homme (comme la Déclaration de l'ONU sur les droits

des peuples indigènes). Par exemple, une méta-analyse des forêts gérées par les communautés a conclu qu'elles présentent un taux annuel de déboisement inférieur et moins variable que les forêts protégées.⁹⁷ Des recherches de CIFOR et de la Banque mondiale montrent aussi que les méthodes d'utilisation, de gestion et de contrôle appliquées par les peuples autochtones et les communautés tributaires des forêts sont bien plus efficaces que les projets basés sur un critère strict de conservation.⁹⁸

Par conséquent, les États devraient s'engager à affecter des fonds public au renforcement des pratiques d'aménagement forestier des communautés locales et des peuples indigènes. Ce soutien mettrait à profit la vision de la gestion et de la conservation des forêts qui est celle des peuples indigènes et des communautés qui vivent en harmonie avec leur territoire. Les études de cas et les exemples présentés dans ce rapport montrent que la clarification de la situation foncière et du droit aux ressources et aux connaissances traditionnelles est un premier pas fondamental dans cette direction.

Les recherches ont démontré aussi que, lorsque les questions de genre sont intégrées à la gestion durable des forêts, l'efficacité des politiques augmente, la souveraineté alimentaire s'accroît, les conflits entre les usagers des forêts diminuent et les femmes ont le même droit que les hommes à la propriété foncière.⁹⁹

Enfin, les négociations intergouvernementales et les politiques nationales doivent porter sur la recherche de mesures, cohérentes du point de vue technique et choisies de façon démocratique, qui fassent avancer les pays vers un système énergétique durable, et qui éliminent rapidement la consommation et la surconsommation de combustibles fossiles et d'autres sources d'énergie polluantes, y compris l'énergie nucléaire et les agrocarburants.

Pour y parvenir, il faut partir d'une vision de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets qui tienne compte des principes de justice climatique, comme le principe des 'responsabilités et capacités communes mais différenciées'. Les pays du Nord doivent prendre les devants et assumer la responsabilité de la dette climatique.

Cette option a déjà été proposée à la CCNUCC par le gouvernement bolivien,¹⁰⁴ à partir des conclusions de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-mère tenue en 2010.¹⁰⁵ La proposition est basée sur une déclaration de la Bolivie, intitulée 'La vie durable des forêts', qui conteste la marchandisation et la financiarisation des

ENCADRÉ 2: Pourquoi il serait avantageux de résoudre les problèmes fonciers et de promouvoir la gestion communautaire des forêts au Costa Rica¹⁰⁰

Le Costa Rica distribue des terres à des familles paysannes depuis les années 1970, en achetant des champs à des propriétaires privés et en y installant des 'colonies de paysans'. Chaque colonie comprend habituellement des zones exclues en raison de leurs fonctions de protection ou comme des réserves naturelles. Ces zones peuvent mesurer moins de cinquante hectares mais, ensemble, elles contiennent une bonne partie de l'exubérante richesse biologique de la région.

La colonie de Sanfluca, située dans les cantons de San Ramón et San Carlos, est un exemple particulièrement réussi de gestion communautaire de la forêt. Sa forêt communale, la réserve biologique de Dendrobates, couvre 146 ha et possède l'infrastructure nécessaire au tourisme rural. Le travail des membres de l'Association pour la conservation communautaire des forêts de la région Nord est un autre bon exemple.¹⁰¹

Néanmoins, les forêts communautaires du Costa Rica sont encore menacées, en partie parce que ces territoires appartiennent toujours à l'État. Certains craignent que le travail réalisé ne soit pas reconnu et que les gens ne puissent pas continuer à administrer ces terres à des fins touristiques ou d'éducation environnementale. De même, les gens s'inquiètent de ne plus pouvoir utiliser le bois mort ou les plantes médicinales. Et si la législation environnementale du pays venait à changer, et que leurs forêts étaient transférées à des mains privées ? Cela représenterait un grave danger, surtout quand on considère que des forêts comme la Réserve biologique de Dendrobates produisent un volume d'eau considérable.

fonctions écologiques des forêts. Cette déclaration défend par contre la gestion durable de la forêt complète (en y incluant la terre, l'eau et la biodiversité), en mettant l'accent sur les méthodes traditionnelles et locales, et sur le soutien de toutes les fonctions de la forêt (économiques, sociales, environnementales et culturelles). Elle souligne en outre les droits des peuples indigènes et de la Terre-mère.¹⁰⁶

La Bolivie a présenté ce projet en 2011 à la CdP 17 des pourparlers de la CCNUCC, à Durban, et il a été formellement inclus parmi les produits du sommet. Cela représente un progrès important, et un premier pas pour s'écarter de l'inefficace 'mentalité REDD'.^{107,108}

The seeds of change have already been sown. Now it is time to ditch risky REDD for known community approaches that are effective, ethical and equitable.

ENCADRÉ 3: Principes pour une gestion locale efficace des ressources naturelles d'Indonésie

En Indonésie, les communautés indigènes et locales possèdent, depuis des générations, une tradition de gestion des ressources naturelles axée sur le maintien de la vie. Des cultures et des systèmes ont été bâtis sur la base de l'expérience pratique, à mesure que les communautés interagissaient avec la nature. Il est vital de soutenir ces communautés dans un pays comme l'Indonésie, où l'expansion des cultures comme celle du palmier à huile, destinées à l'exportation, est en train d'avoir des effets dévastateurs sur les forêts et sur les communautés qui en dépendent. Il y a eu aussi, au fil des années beaucoup d'expulsions forcées des zones de conservation.¹⁰²

Les AT Indonésie / WALHI ont compilé une série de principes concernant l'efficacité des systèmes de gestion locaux :¹⁰³

- *les principaux acteurs sont les gens (communautés locales et peuples indigènes)*
- *les organes de gestion sont créés, mis en œuvre et contrôlés directement par les communautés respectives*
- *les limites territoriales et la situation juridique sont claires*
- *les communautés ont des rapports directs et intimes avec leur environnement*
- *les écosystèmes sont une partie fondamentale des systèmes de vie des populations locales*
- *les connaissances indigènes jouent un rôle important : elles sous-tendent et enrichissent les systèmes et les politiques de gestion des forêts, en plus des connaissances modernes*
- *les technologies locales ou celles qui ont été adaptées sont prioritaires et, dans certaines limites, contrôlées par la population*
- *le volume de la production est limité par les principes de durabilité*
- *la biodiversité (d'espèces et génétique) est à la base des méthodes de culture et de l'utilisation des biens communs, des systèmes sociaux et des systèmes économiques*

Conclusions

Conclusions

Notre analyse des études de cas concernant le système REDD+ montre que l'approche REDD est truffée de problèmes et que, dans bien des cas, elle ne fonctionne même pas.

Les Amis de la Terre International demandent aux gouvernements de reconnaître que l'approche double qui consiste à faire diminuer la consommation excessive des pays riches et des élites, tout en rendant plus forts les peuples indigènes, les communautés locales et les populations tributaires des forêts, est non seulement le moyen le plus équitable et souhaitable de protéger les forêts du monde mais aussi le plus faisable et efficace.

Cette approche doit remplacer la stratégie actuelle, qui consiste à favoriser la finance privée grâce à des mécanismes du marché incertains et risqués, comme les systèmes de compensation, qui encouragent l'accaparement de terres et impliquent de modifier les systèmes propres aux communautés. Les politiques qui ne s'attaquent pas aux causes profondes du déboisement et de la dégradation des forêts, ou qui impulsent la transformation des forêts en plantations, sont inefficaces et doivent être abandonnées.

notes

- http://report.mitigation2014.org/spm/ipcc_wg3_ar5_summary-for-policy-makers_approved.pdf
- http://report.mitigation2014.org/spm/ipcc_wg3_ar5_summary-for-policy-makers_approved.pdf
- www.rctc.org/2014/04/14/ipcc-report-urgent-un-climate-deal-needed-to-meet-co2-targets/
- http://e360.yale.edu/feature/ecosystem_services_whats_wrong_with_putting_a_price_on_nature/2583/
- www.foei.org/press/archive-by-subject/climate-justice-energy-press/world-bank-should-stay-out-of-carbon-markets-and-climate-finance/
- www.economist.com/news/finance-and-economics/21576388-failure-reform-europes-carbon-market-will-reverberate-round-world-ets
- AFOLU is responsible for 24% of GtCO₂e emissions in 2010, http://report.mitigation2014.org/spm/ipcc_wg3_ar5_summary-for-policy-makers_approved.pdf
- Rights+Resources (2014). Status of Forest Carbon Rights and Implications for Communities, the Carbon Trade and REDD+ Investments, www.rightsandresources.org/documents/files/doc_6594.pdf
- https://www.iucn.org/about/work/programmes/gpap_home/gpap_capacity2/gpap_pu_b/?5051/Next-Steps-Convention-on-Biological-Diversitys-Programme-of-Work-on-Protected-Areas-quoted-by-CBD-Alliance, www.cbdalliance.org/en/images/publications/AN_ACTIVISTS_GUIDE_TO_THE_CBD.pdf
- Sur la définition du système REDD+ voir: <http://www.redd-monitor.org/redd-an-introduction/>
- www.iiied.org/markets-payments-for-environmental-services-quoted-by-CBD-Alliance, www.cbdalliance.org/en/images/publications/AN_ACTIVISTS_GUIDE_TO_THE_CBD.pdf
- Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verdeweb-1.pdf p. 30-44
- Sur l'évolution de la REDD voir : www.redd-monitor.org/redd-an-introduction/
- Plan d'action de Bali, 1/CP.13, 1(b)(iii), <http://unfccc.int/resource/docs/2007/cop13/eng/06a01.pdf>
- www.regjeringen.no/en/dep/kld/Selected-topics/climate/the-government-of-norways-international-why-a-climate-and-forest-initiative.html?id=547202#Brazil
- www.gcf-taskforce.org
- Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2014). "Carbone bleu" et "REDD bleu": la marchandisation des territoires marins côtiers, <http://www.wrm.org/uy/bulletins/issue-204/>
- UN-REDD Guest Blog (2013). Landscapes in a Green Economy, <http://unredd.wordpress.com/tag/landscapes-blog-green-economy-uneq-un-redd-unredd-redd-global-landscape-forum/>
- Leonard S., REDD+ and the Green Climate Fund – As Worlds Collide, www.forestsclimatechange.org/forests-climate-change-finance/redd-and-the-green-climate-fund/
- <http://thereddesk.org/encyclopaedia/cancun-agreements>
- www.redd-monitor.org/2014/07/30/if-the-world-bank-dismantles-its-safeguards-what-would-that-mean-for-redd/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+Redd-monitor+%28REDD-Monitor%29
- Europa.com (2011). Questions and Answers on the Revised EU Emissions Trading System, http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-08-796_en.htm?locale=en
- Voir Les Amis de la Terre USA, http://libcloud.s3.amazonaws.com/93/7f/a/834/Factsheet_Risks_of_REDD_in_Californias_cap_and_trade.pdf, www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2012/REDD/OutsourcingHotAir.pdf, et The Benicia Independent (2014), Crude by Rail comes to Richmond California...Without Public Notice or Review, <http://beniciaindependent.com/topics/chevron-refinery/>
- www.eastbayexpress.com/oakland/environmentalists-to-battle-chevron-refinery-project/Content?oid=3998251
- www.chevron.com/documents/pdf/chevron2012annualreportsupplement.pdf p50
- Urban Habitat, What are the largest sources of global warming emissions in California? The list is out, <http://urbanhabitat.org/uh/cj/CA+GHG>
- EE news (2014), California: Environmental justice movement battles 'hot spots' while winning cap and trade money, 8.9.2014, www.eenews.net/stories/1060005368
- Wunder (2008). How do we deal with leakage? In: Angelsen, A., Moving ahead with REDD: issues, options and implications, CIFOR, www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/BAngelsen0801.pdf
- Voir discussion détaillée dans 'Civil society views on Scaling Up Biodiversity Finance, Resource Mobilization and Innovative Financial Mechanisms', compilation de Simone Lovera (Global Forest Coalition) et Rashed Al Mahmud Titmur (UnnayanOnneshan) pour l'Alliance CBD, <http://unfccc.int/resource/docs/2012/smsn/ngo/196.pdf>
- www.rctc.org/2014/04/14/ipcc-report-urgent-un-climate-deal-needed-to-meet-co2-targets/
- www.redd-monitor.org/2011/04/08/mckinsey-advice-on-redd-is-fundamentally-flawed-says-greenpeace/
- www.greenpeace.org/international/en/press/releases/MCKINSEY-Advice-on-Rainforest-Schemes-Fundamentally-Flawed/ and [www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2011/Greenpeace_BadInfluence_Report_LOWRES\(2\).pdf](http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2011/Greenpeace_BadInfluence_Report_LOWRES(2).pdf)
- [www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2011/Greenpeace_BadInfluence_Report_LOWRES\(2\).pdf](http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2011/Greenpeace_BadInfluence_Report_LOWRES(2).pdf) p. 17



Ci-contre : Valmir Noventa est le directeur du Movimento dos Pequenos Agricultores d'Espirito Santo, Brésil, et un agriculteur agro-écologique (MPA – Mouvement des petits agriculteurs)

Ci-dessous : João Guimarães est un leader quilombola qui a participé à l'agro-écologie en Espírito Santo, Brésil.



- 34 Rights+Resources (2014). Status of Forest Carbon Rights and Implications for Communities, the Carbon Trade and REDD+ Investments, www.rightsandresources.org/documents/files/doc_6594.pdf
- 35 CIFOR (2011), The Context of REDD+ in Cameroon: Drivers, agents and institutions, www.cifor.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-57.pdf, et Forest Peoples Programme, 2011, REDD and Rights in Cameroon, www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/02/redd-cameroon-report-final-online.pdf
- 36 <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/masking-the-destruction-redd-in-the-peruvian-amazon/> p. 8
- 37 Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verde_web-1.pdf p. 30-44
- 38 Transparency International, 2011, Global Corruption Report: Climate Change, www.transparency.org/publications/gcr/gcr_climate_change2
- 39 République de Colombie, REDD Readiness Progress and Needs, présentation powerpoint pour UN-REDD PB7, 2011, <https://www.google.co.uk/url?sa=t&rt=j&q=&esrc=s&source=web&cd=14&ved=0CHoQfJA>
<https://www.google.co.uk/url?sa=t&rt=j&q=&esrc=s&source=web&cd=14&ved=0CHoQfJA>
<https://www.google.co.uk/url?sa=t&rt=j&q=&esrc=s&source=web&cd=14&ved=0CHoQfJA>
- 40 www.redd-monitor.org/2011/10/05/forest-carbon-cash-and-crime-new-report-from-global-witness/ et The Guardian (2009), UN's forest protection scheme at risk from organised crime, experts warn, www.theguardian.com/environment/2009/oct/05/un-forest-protection
- 41 Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verdedeweb-1.pdf p63/4
- 42 www.redd-monitor.org/2013/06/17/the-guna-general-congress-rejects-redd-in-gunayala-territory-panama/utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+Redd-monitor+%28REDD-Monitor%29
- 43 Sasaki N et Putz F (2009), Critical need for new definitions of "forest" and "forest degradation" in global climate change agreements, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1755-263X.2009.00067.x/abstract>
- 44 Forest Peoples Programme (2011), REDD and Rights in Cameroon, www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/02/redd-cameroon-report-final-online.pdf
- 45 Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verdedeweb-1.pdf
- 46 www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#dfotnote2anc
- 47 http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/11/Observations_on_a_private_REDD_project_in_Acre.pdf
- 48 <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/masking-the-destruction-redd-in-the-peruvian-amazon/> p. 8
- 49 Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verdedeweb-1.pdf p. 30-44
- 50 Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verdedeweb-1.pdf p. 48
- 51 Australia Indonesia Partnership (2009), Kalimantan Forests and Climate Partnership Design Document, <http://formin.finland.fi/public/download.aspx?ID=48885&GUID=%7B9B0BA3BA-25BF-4FEA-985B-B6DADCA60EAC%7D>
- 52 En théorie, le projet devait se terminer à la mi-2013, mais on avait déjà remarqué que son exécution prenait plus de temps que prévu, et il fréquent que les projets de ce genre soient prolongés si les résultats sont importants. Néanmoins, ce projet a été terminé subitement, et une poignée d'activités seulement ont continué pendant 12 mois supplémentaires. Indonesia Australia Forest Carbon Partnership, site web du KFCP, consulté le 16.9.2014, www.iafcp.or.id/content/page/44/KFCP
- 53 <http://devpolicy.org/in-brief/kfcp-begun-with-a-bang-ending-with-a-whimper-20130701-2/>
- 54 Olbrei E (2012), A very real and practical contribution? Lessons from the Kalimantan Forests and Climate Partnership, <https://crawford.anu.edu.au/acde/ip/seminars/abstract.php?id=1141>
- 55 www.redd-monitor.org/2013/07/04/australia-shuts-down-the-kalimantan-forest-carbon-partnership-a-lot-of-funds-spent-and-very-little-progress/
- 56 www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/forests-and-biodiversity-publications/in-the-redd-australias-carbon-offset-project-in-central-kalimantan/ Forest Peoples Programme (2012), Unfulfilled Promises: A note on the KFCP's recent attempts to respect the rights of affected communities on the Kapuas River, central Kalimantan, www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2012/09/kfcp-commitments-after-year-promises-final.pdf
- 57 www.foei.org/news/friends-of-the-earth-australia-calls-for-transparency-on-climate-aid-and-recognition-of-customary-land-rights-in-indonesia/
- 58 www.foei.org/news/friends-of-the-earth-australia-calls-for-transparency-on-climate-aid-and-recognition-of-customary-land-rights-in-indonesia/
- 59 Olbrei E et Howes S (2012), A very real and practical contribution? Lessons from the Kalimantan Forests and Climate Partnership, <http://devpolicy.org/a-very-real-and-practical-contribution-lessons-from-the-kalimantan-forests-and-climate-partnership20120322/>
- 60 Rieley J (2013), Responsible Peatland Management: Can we learn from the past and present to make a better future?, University of Nottingham, présentation powerpoint à l'université Hokkaido, http://eprints.lib.hokudai.ac.jp/dspace/bitstream/2115/53555/1/No.1_J.Rieley.pdf
- 61 <http://forestryanddevelopment.com/site/2013/08/09/ausaid-abandons-100-million-emissions-reduction-project-in-indonesia/>
- 62 www.foei.org/news/friends-of-the-earth-australia-calls-for-transparency-on-climate-aid-and-recognition-of-customary-land-rights-in-indonesia/
- 63 www.redd-monitor.org/2013/07/04/australia-shuts-down-the-kalimantan-forest-carbon-partnership-a-lot-of-funds-spent-and-very-little-progress/
- 64 www.environmental-justice.org/projects/gorongosa-project/ consulté le 16.9.2014
- 65 www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#dfotnote2anc
- 66 www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#dfotnote2anc
- 67 FERN (2013). Carbon Discredited, www.fern.org/es/node/5658
- 68 FERN (2013). Carbon Discredited, www.fern.org/es/node/5658
- 69 www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#dfotnote2anc
- 70 www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#dfotnote2anc et Mozambique Bulletin (2012), www.redd-monitor.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/07/Mozambique_Bulletin_50_REDD.pdf
- 71 FERN (2013). Carbon Discredited, www.fern.org/es/node/5658
- 72 www.planvivo.org/about-plan-vivo-foundation/ consulté le 16.9.2014
- 73 Marzoli A et Lungo P (2009), Evaluation of N'hambita Pilot Project, Final Report, www.open.ac.uk/technology/mozambique/sites/www.open.ac.uk.technology.mozambique/files/pics/d120819.pdf
- 74 Mozambique Bulletin (2012), www.redd-monitor.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/07/Mozambique_Bulletin_50_REDD.pdf
- 75 www.redd-monitor.org/2012/07/11/envirotrades-carbon-trading-project-in-mozambique-the-nhambita-experiment-has-failed/
- 76 www.redd-monitor.org/2013/06/18/carbon-discredited-new-report-on-envirotrades-nhambita-carbon-project-in-mozambique/
- 77 Lettre du PDG d'Envirottrade, Charles Hall, au REDD Monitor, <http://www.redd-monitor.org/2012/07/14/response-from-envirottrade-the-nhambita-project-has-not-failed/>
- 78 Marzoli A et Lungo P (2009), Evaluation of N'hambita Pilot Project, Final Report, www.open.ac.uk/technology/mozambique/sites/www.open.ac.uk.technology.mozambique/files/pics/d120819.pdf
- 79 http://www.fern.org/sites/fern/files/Nhambita_FR_internet.pdf
- 80 FERN (2013). Carbon Discredited, www.fern.org/es/node/5658
- 81 Lettre du PDG d'Envirottrade, Charles Hall, au REDD Monitor, <http://www.redd-monitor.org/2012/07/14/response-from-envirottrade-the-nhambita-project-has-not-failed/>
- 82 FERN (2013). Carbon Discredited, www.fern.org/es/node/5658
- 83 FERN (2013). Carbon Discredited, www.fern.org/es/node/5658
- 84 Les Amis de la Terre (2014), Carbone versus alimentos, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_sp_web.pdf
- 85 Les Amis de la Terre (2014), Carbone versus alimentos, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_sp_web.pdf
- 86 Rabatel A. et d'autres (2013), Current state of glaciers in the tropical Andes: a multi-century perspective on glacier evolution and climate change, www.the-cryosphere.net/7/81/2013/7-81-2013.html
- 87 National Geographic, Signs from Earth: the Big Thaw, <http://environment.nationalgeographic.com/environment/global-warming/big-thaw/>
- 88 Pérou (2010). Adaptation in the tropical Andes, présentation powerpoint à la 32e SBSTA de la CCNUCC, 8 juin 2010, www.unep.org/climatechange/adaptation/Portals/133/documents/AdaptationKnowledgeDay_EDurand.pdf
- 89 Les Amis de la Terre (2014), Carbone versus alimentos, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_sp_web.pdf
- 90 Les Amis de la Terre (2014), Carbone versus alimentos, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_sp_web.pdf
- 91 Les Amis de la Terre (2014), Carbone versus alimentos, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_sp_web.pdf
- 92 Forest Peoples Programme, Media Briefing on Peru, http://www.google.co.uk/url?sa=t&rt=j&q=&esrc=s&source=web&cd=5&ved=0CEsQFjAE&url=http%3A%2F%2Fwww.forestpeoples.org%2Fsites%2Ffpp%2Ffiles%2Fprivate%2Fnews%2F2014%2F02%2FFFPP%2520media%2520briefing%2520PERU.pdf&ei=GA-U_KOJPPH7Abo94FY&usq=AFQjCNHrXpXuEYH5Qb_13FqQ2h1LRG6q-Q&sig2=kFrE74N93h2H1c2VKJVGg&bv=74035653.d.ZGU
- 93 <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/masking-the-destruction-redd-in-the-peruvian-amazon/>
- 94 FCPF (2014), ER-PIN, Pérou, 26 mai 2014, <http://forestcarbonpartnership.org/sites/fcp/files/2014/May/ER-PIN%20Peru%20for%20CF10%20-%20May%202014.pdf>
- 95 Les Amis de la Terre (2014), Carbone versus alimentos, www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_sp_web.pdf
- 96 Exemples réussis de territoires et de régions du monde conservés par des peuples autochtones et des communautés : www.iccasanatorium.org/
- 97 Porter-Bolland L et d'autres (2011), Community managed forests and forest protected areas: An assessment of their conservation effectiveness across the tropics, www.cifor.org/publications/pdf_files/articles/AGuariguata1101.pdf
- 98 Forest Peoples Programme (2011), Peer-reviewed CIFOR and World Bank studies find that community-managed forests are better for conservation than strict protected areas, www.forestpeoples.org/topics/environmental-governance/news/2011/10/peer-reviewed-cifor-and-world-bank-studies-find-communi
- 99 www.foei.org/wp-content/uploads/2011/07/for-the-land-that-feed-us.pdf p. 10
- 100 www.foei.org/wp-content/uploads/2011/07/for-the-land-that-feed-us.pdf p. 14
- 101 Economía Verde: el asalto final a los bienes comunes, Alianza Biodiversidad, www.unesco.org/uy/shs/red-bioetica/fileadmin/shs/redbioetica/Economia_Verdedeweb-1.pdf p. 62
- 102 www.foei.org/wp-content/uploads/2011/07/for-the-land-that-feed-us.pdf p. 14
- 103 www.foei.org/wp-content/uploads/2011/07/for-the-land-that-feed-us.pdf p. 14
- 104 www.redd-monitor.org/2012/10/11/bolivia-joint-mitigation-and-adaptation-mechanism-an-alternative-to-redd/
- 105 www.redd-monitor.org/2012/10/11/bolivia-joint-mitigation-and-adaptation-mechanism-an-alternative-to-redd/
- 106 <http://thereddesk.org/countries/plans/sustainable-life-forest>
- 107 Bolivie, présentation de l'État plurinational de Bolivie, atténuation et adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, https://unfccc.int/files/methods/redd/application/pdf/bolivia_proposal_jma_05.06.2014.pdf
- 108 Voir aussi www.redd-monitor.org/2012/10/11/bolivia-joint-mitigation-and-adaptation-mechanism-an-alternative-to-redd/

www.foei.org



**Les Amis
de la Terre
International**